

*Les subsides*

rue et sur les lignes de piquetage ont forcé le gouvernement à modifier légèrement sa législation.

Les conservateurs devraient examiner attentivement les conséquences qu'il y a à laisser cette idéologie aller à l'encontre du bon sens. C'est une chose dont les Canadiens se préoccupent de plus en plus à propos des conservateurs.

Je le répète, nous nous inquiétons, tout comme le député de Prince George-Peace River, de la gravité de la crise dans l'industrie des ressources à laquelle le Canada fait face à l'heure actuelle. Mais cette crise s'explique par le fait que la prospérité de l'économie canadienne tout entière repose depuis la Seconde Guerre mondiale sur la fabrication de produits dans des filiales de sociétés étrangères d'une part, et sur l'exploitation et l'exportation de nos ressources d'autre part. Le régime libéral de sécurité sociale, dont nous ne pouvons plus guère nous passer, est tout entier fondé sur ces deux facteurs. Or, nous en sommes maintenant au point où des usines ont été fermées ou bien fonctionnent à la moitié de leur capacité et où nos industries d'exportation de ressources sont dans le marasme, et nous constatons que le gouvernement libéral et l'opposition conservatrice envisagent tous deux de réduire le niveau de base de la sécurité sociale. On a déjà réduit le financement des programmes établis et plafonné les pensions. Le gouvernement libéral remet ouvertement en question l'universalité des allocations familiales. Il y a quelques années, nous avons assisté à la mise en vigueur d'une formule globale de financement pour l'assurance-maladie qui équivaut à un plafonnement réel de la contribution fédérale.

C'est un fait que l'économie canadienne a connu une période de croissance après la Seconde Guerre mondiale, mais elle ne s'est pas vraiment développée. L'économie s'est comportée un peu comme une oie que l'on aurait gavée; elle a engraisé, mais elle n'a jamais exercé ses muscles et elle n'a jamais pu voler de ses propres ailes. On s'est contenté de l'engraisser jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment dodue pour que quelqu'un puisse s'en régaler. Mais nous nous retrouvons dans le pétrin, et nos usines ferment. En même temps, nous avons écrémé nos ressources, et désormais, nos ressources seront plus difficiles d'accès, leur mise en valeur sera plus ardue et la concurrence des autres régions du monde devient plus vive. Depuis plusieurs années, le Canada subit un déficit annuel de 20 milliards de dollars au chapitre des produits manufacturés. Il nous faut donc exporter toujours davantage de matières premières et de produits semi-finis afin de ne pas trop déséquilibrer notre balance des paiements. Nous avons lancé des projets de mise en valeur des ressources qui bafouent les droits et aspirations des autochtones.

● (1720)

J'ai entendu avec intérêt le leader à la Chambre du parti conservateur, le député du Yukon (M. Nielsen), dire qu'il faudrait procéder à la mise en valeur du versant nord sans tenir compte des revendications territoriales actuellement en voie de règlement. Selon nous, c'est grâce à une exploitation efficace de nos ressources et à une politique d'exportation judicieuse que l'on assurera la prospérité à long terme du Canada. Ce n'est pas en bradant nos ressources comme l'a fait le gouvernement libéral avec l'appui des conservateurs il y a quelques années, dans le cas de la construction du premier tronçon du pipe-line devant servir à exporter le gaz naturel dans le mid-

west américain. On avait à ce moment-là conclu une entente qui garantissait, supposément, qu'une fois le tronçon sud de la ligne terminé et le gaz acheminé aux États-Unis, on construirait la partie nord de façon que le Canada soit approvisionné en gaz de l'Alaska en contrepartie de la quantité livrée aux États-Unis. Des milliers d'emplois devaient être créés pour les Canadiens. Où sont donc ces emplois? Quelles sont les retombées de ce projet? Nous exportons nos ressources et possédons en retour des garanties prétendues fermes. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) ne peut préciser la date du début des travaux de pipe-line et les conservateurs observent un silence évocateur sur toute cette question.

Dans le secteur des pêches, nous faisons également preuve de négligence à l'égard de nos ressources. Vous n'êtes pas sans savoir, monsieur le Président, que le Programme de mise en valeur des salmonidés auquel le gouvernement fédéral devait consacrer 150 millions de dollars en cinq ans, dans le cadre de la première phase, est maintenant prolongé de deux ans, le budget demeurant le même. Non seulement il aurait fallu dépenser cet argent en temps opportun, mais, alors que 21 millions de dollars auraient dû être consacrés à la planification de la deuxième phase, seuls 5 millions l'ont été. Nous sommes en période intérimaire. Personne ne connaît les plans à long terme pour le Programme de mise en valeur des salmonidés. Sur la côte pacifique, de même que sur la côte est, j'en suis sûr, nous sommes tous conscients de l'échec du gouvernement quant à la protection de l'habitat du poisson. Au ministère des Pêches, l'accroissement des trains de bois dans nos estuaires laisse indifférent. On demeure coi face au déversement des produits chimiques et d'eaux usées dans les habitats du poisson. On ne protège pas suffisamment les frayères. On ferme les yeux sur l'abattage du bois dans les pentes abruptes, abattage qui entraîne la destruction des ruisseaux. C'est toutefois peut-être le secteur forestier qui est le meilleur exemple de la négligence dont le gouvernement fédéral fait preuve à l'égard des ressources du Canada. Comme l'ont signalé tous les orateurs, c'est le secteur le plus important du Canada.

Nous commençons maintenant à payer pour le gaspillage et la prodigalité dont nous avons autrefois fait preuve à l'égard de cette ressource. Lorsque j'étais enfant, nous avons démenagé à notre ferme de l'île de Vancouver. Je me souviens avoir vu de nombreux arbres abattus depuis 10 ou 15 ans en marchant à travers les bois. Il y avait des arbres de 3 pieds de diamètre et de 40 pieds de long. On les avait abandonnés parce qu'ils ne répondaient pas exactement aux exigences des scieries. Ils avaient un défaut quelconque. Par conséquent, on les avait laissés pourrir ou abandonnés aux agriculteurs pour servir de bois de chauffage. De tels arbres seraient de première qualité à l'heure actuelle. Nous avons gaspillé cette ressource parce qu'elle était bon marché et que nous la jugions inépuisable. Nous l'avons traitée avec mépris.

En tant que Canadiens, nous connaissons très bien la limite d'arbres du Nord qui s'étend à peu près en diagonale du Yukon au sud-est du Canada. Au nord de cette ligne, les conditions climatiques empêchent la croissance des arbres. Nous connaissons peut-être aussi une deuxième limite d'arbres dans le sud du Canada. C'est là que l'on assiste à l'utilisation de méthodes d'exploitation entraînant beaucoup de gaspillage, à une urbanisation croissante, c'est là que l'on construit des projets hydroélectriques, que l'on aménage des couloirs de transport et que l'agriculture empiète lentement mais sûrement sur